REVUE DE PRESSE

Jeudi 2 mai 2019

L'infographie

Les Français et leur intérêt pour l'Histoire

De façon générale, vous intéressez-vous à...? OUI

L'Histoire de France 76%

L'Histoire du monde de manière générale 75%

L'Histoire de votre ville ou de votre région 69%

Votre histoire familiale (généalogie, culture d'origine, etc.) 66%

La mythologie, les grands mythes 56%

Êtes-vous d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant le rôle de l'Histoire aujourd'hui ? OUI

Est nécessaire pour comprendre les fondements et les racines culturels des sociétés (racines religieuses, sociales, identitaires...) 91%

Est essentielle pour pouvoir disposer d'une bonne culture générale 91%

Est nécessaire pour réellement comprendre l'actualité 85%

Est essentielle pour être un bon citoyen aujourd'hui 76%

Permet une évasion par rapport au temps présent 69%

TOP 3 des personnages qui incarnent le mieux l'HISTOIRE DE FRANCE ?

Napoléon Bonaparte

Louis XIV

Charles de Gaulle

TOP 3 des personnages qui incarnent le mieux l'HISTOIRE DE L'EUROPE ?

Napoléon Bonaparte

Charles de Gaulle

Adolf Hitler

TOP 3 des personnages qui incarnent le mieux l'HISTOIRE DU MONDE ?

Christophe Colomb

Nelson Mandela

Gandhi

Enquête Harris interactive pour Historia réalisée en ligne du 22 au 25 février 2019, sur un échantillon de 2.996 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

■ Un jugement du tribunal administratif attendu le 9 mai pourrait balayer l'arrêté qui réglemente l'irrigation en Charente ■ L'organisme de gestion menace de se saborder ■ La préfecture temporise.

Irrigation en Charente: un avenir en pointillés

Frédéric BERG
fberg@charentelibre.fr

L'annulation de l'arrêté demandée par Nature Environnement 17, Charente Nature, la Ligue pour la protection des oiseaux et les fédérations de pêche des deux Charentes est hautement probable. Photo archives CL

Un sacré pavé dans la mare et un retour redouté à la case départ. L'arrêté interpréfectoral qui réglemente pour les quatre départements de l'ex-Poitou-Charentes les autorisations de prélèvements d'eau destinés à l'irrigation agricole, en place depuis le printemps 2017, pourrait bien être balayé le 9 mai. Un arrêté établi sur le bassin de la Charente et de ses affluents amont, valable jusqu'en 2032.

Son annulation demandée par Nature Environnement 17, Charente Nature, la Ligue pour la protection des oiseaux et les fédérations de pêche des deux Charentes est hautement probable. C'est le sens des conclusions du rapporteur public du tribunal administratif de Poitiers qui, le 11 avril dernier, a très sèchement démonté le document élaboré en Charente par la préfecture et Cogest'eau, l'organisme unique de gestion collective, en charge de la gestion de l'irrigation dans le département. Les conclusions du rapporteur public sont le plus souvent suivies par le tribunal.

«Je suis écœuré»

Selon nos confrères de *La Nouvelle République*, Baptiste Henry, le rapporteur public, a été cinglant: «*Après avoir passé des jours et des nuits à lire le document soumis à l'enquête, je dois avouer que j'éprouve la plus grande difficulté à comprendre quels sont les volumes autorisés. L'autorisation attaquée est inintelligible. Les préfets se sont sentis liés par les autorisations déjà existantes. Ils auraient dû s'opposer à ce projet au lieu de le signer. L'étude d'impact de Cogest'eau est de mauvaise facture, remplie d'inexactitudes et d'erreurs… Elle devra être entièrement reprise.*» L'étude d'impact serait déficiente, oubliant notamment de considérer certains sites Natura 2000 du fleuve, négligeant les assecs, les impacts sur de nombreuses espèces de poissons. Les volumes autorisés seraient en outre trop importants et contraires aux directives européennes intégrées dans la loi française. Bref, selon le rapporteur public, qui est favorable à un différé de deux ans – les autorisations seraient calculées d'ici là sur la base de la moyenne des prélèvements sur les douze dernières années –, l'arrêté doit être reconstruit sur des bases nouvelles.

Jean-Jacques Blanchon, président sortant de Cogest'eau: «Derrière cette problématique, il y a des familles.» Photo archives Majid Bouzzit

Cette perspective fait bouillir Jean-Jacques Blanchon, céréalier à Coulonges, président sortant de Cogest'eau. «*Je suis écœuré. Nous avons abattu un travail considérable depuis deux ans pour organiser l'irrigation en mettant notamment en place des procédures et des outils modernes. Évidemment que tout n'est pas parfait, mais nous avons le soutien de nombreuses instances. Les associations ont eu leur mot à dire dans le travail préparatoire, mais elles restent dans une opposition systématique. Si l'arrêté est annulé, on va détruire quelque chose qui fonctionne bien. Je vois mal Cogest'eau continuer. L'État se retrouvera seul.*»

Les associations contre «les excès» de l'irrigation

Jean-Jacques Blanchon pointe le risque de «*fragiliser*» la filière agricole. «*Le plus important, c'est que la gestion de la ressource puisse nourrir tous les usages. Derrière cette problématique, il y a des exploitations, des familles… Aujourd'hui certaines personnes connaissent mieux le métier des autres: on est meilleur que son médecin, que les profs… Dans le monde agricole, on le subit énormément.*» Il assure que les associations n'ont pas accepté la concertation. «*La LPO n'est jamais venue. Les pêcheurs, on a les rencontrés, on a longuement échangé, mais certains refusent le dialogue.*»

La préfecture reste très prudente dans l'attente du jugement. «*Nous sommes bien conscients des enjeux sur le territoire. On réfléchit à la suite. Selon le sens du jugement, on étudiera la possibilité de faire appel.*»

Les cinq associations qui ont dénoncé l'arrêté rappellent qu'elles ont tenté un recours gracieux et formulé «*des observations*». Jacques Brie, vice-président de Charente Nature: «*Rien n'a été modifié. Nos milliers d'adhérents nous ont pressés d'agir, ce que nous avons fait. Nous ne sommes pas opposés à l'irrigation mais aux excès. Les volumes autorisés ne sont pas réalistes. Il y a dans cet arrêté des choses aberrantes, comme dans l'arrêté cadre annuel qui définit chaque année les seuils d'alerte et de coupure.*»

D'autres requêtes identiques ont été déposées devant la justice administrative. Les arrêtés du Marais poitevin ou de la Charente-Aval sont concernés.

Déjà des restrictions d'irrigation

L'Argence et la Nouère. Deux zones sont d'ores et déjà placées en alerte par un arrêté préfectoral du 30 avril. La semaine dernière, il y en avait quatre en restriction, mais elles ont été levées pour l'Aume-Couture et pour Charente-Aval. Sur les communes baignées par l'Argence et la Nouère, les agriculteurs ont l'interdiction d'irriguer trois jours sur sept. Une situation inédite si tôt dans l'année? «*Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'il y a des restrictions dès le mois d'avril*, note Bénédicte Genin, directrice départementale des territoires. *Il y a une sensibilité au niveau des stocks d'eau. Mi-avril on s'inquiétait, mais il a plu entre-temps. Dire qu'une sécheresse se profile, c'est toujours compliqué à prévoir. Mais il faut que l'on soit vigilant.*» «*On se pose beaucoup de questions*», appuie quant à elle Marie-Henriette Beaugendre, présidente de la commission territoriale du bassin de la Charente. L'élue signale que le débit de la Charente est bas à Vindelle: 10 m³/seconde. Les taux de remplissage de Lavaud (85 %) et de Mas-Chaban (92 %) sont pour le moment plutôt bons. Mais les nappes phréatiques sont en léger déficit. Le réseau piézométrique Poitou-Charentes, dans son dernier bulletin, indique une situation qui s'est dégradée en Charente fin mars par rapport à fin février «*avec 19 piézomètres inférieurs à la moyenne (soit 76 %)*». Quant à la pluviométrie, selon Météo-France, elle a été déficitaire au mois de mars. 52,2 mm ont été recensés à Cognac, soit un cumul qui ne correspond qu'à 90,5 % de la normale.

Réchauffement climatique

1,2 milliard de m³ de déficit d'ici 2050

Le réchauffement climatique va avoir un fort impact sur les ressources en eau d'ici 2050. Parmi les bassins français, celui d'Adour-Garonne va être le plus sérieusement concerné. Et au sein d'Adour-Garonne, le bassin de la Charente va être l'un des plus touchés. C'est le message que sont venus passer des représentants de l'agence de l'eau Adour-Garonne mardi lors d'un forum professionnel organisé à Rouillac. Plus qu'un message, une sérieuse alarme. «*À l'horizon 2050, nous aurons un déficit d'eau de 1,2 milliard de m³ pour l'Adour-Garonne, soit la moitié de notre consommation annuelle actuelle et alors que notre territoire va compter 1,5 million d'habitants supplémentaires*», martèle Martin Malvy, président du comité de bassin Adour-Garonne, en charge, sur des programmes de six ans, de gérer les ressources en eau de six bassins du Sud-Ouest. L'étude est fondée sur un réchauffement climatique à +2 C°… qui est en plus l'hypothèse basse. «*Maintenant, il va falloir se poser la question: y aura-t-il de l'eau quand on tournera le robinet?*», alerte très sérieusement Martin Malvy. Pourquoi le bassin de la Charente, qui s'étend sur six départements et à 85 % sur la Charente, sera-t-il particulièrement touché par le déficit? «*Il sera d'abord concerné en qualité. Moins il y a d'eau et de débit et plus les risques de pollution de l'eau sont élevés*», explique Guillaume Choisy, directeur de l'agence de l'eau. D'ores et déjà, seuls 12 % des cours d'eau du bassin sont en bon état. Ensuite, le bassin de la Charente «*est un territoire vulnérable*», toujours selon les mots de Guillaume Choisy, notamment parce qu'il n'est pas réalimenté par des eaux de montagne. Que faire face au scénario qui se dessine? L'agence Adour-Garonne vient de mettre en place son 11e programme 2019-2024. «*Un plan de bataille*», disent ses représentants. «*Il va falloir s'adapter*, affirme Anne-Marie Levraut, présidente du conseil d'administration. *C'est-à-dire faire des économies d'eau, faire aussi évoluer les pratiques.*» Et notamment les pratiques agricoles, même si le bassin Adour-Garonne, sur les dix dernières années, compte 25 % d'assolement de maïs irrigué en moins. «*En Charente, sur 5 000 exploitants agricoles, seuls 900 sont irrigants*, précise Bénédicte Genin, directrice départementale des territoires. *Mais les exploitations qui cultivent à sec souffrent aussi du déficit d'eau. Cette question concerne l'ensemble de la profession agricole.*» «*Le déficit en eau va impacter l'intégralité de la vie: quotidienne, agricole, économique, touristique… C'est la raison pour laquelle il faut éviter d'opposer les uns aux autres sur ce sujet*», dit encore Martin Malvy. Adaptation des filières, développement de la recherche, aménagements des rivières pour éviter que l'eau ne stagne… En tout, le nouveau programme met 1,6 milliard d'euros sur la table pour les six ans à venir «*pour sauvegarder l'eau du Sud-Ouest, préserver l'ensemble des usages, la biodiversité et s'adapter au changement climatique*». La déclinaison en local de ce plan, «Charente 2050», sera présentée jeudi 16 mai, à l'auditorium de Jarnac à 14h30.

Routes

Bonneau veut le retour à 90 km/h sur certains axes

«*Nous proposerons à Madame la préfète, dès que cela sera possible, de rétablir la limitation de vitesse à 90 km/h sur des axes qui, après analyse de l'accidentologie, ne présentent pas de problème particulier de circulation.*» François Bonneau, le président du conseil départemental de Charente, a réagi au quart de tour. Quelques heures à peine après l'annonce de Sébastien Lecornu, le ministre chargé des Collectivités territoriales, de la marche arrière du gouvernement sur l'abaissement à 80 km/h de la limitation de vitesse sur les routes secondaires, l'élu charentais a annoncé mardi via un communiqué vouloir le retour aux 90 km/h sur certaines routes départementales. Tout en rappelant que le Département reste «*particulièrement attentif aux enjeux de sécurité routière qui ne sauraient se limiter à la seule question de la vitesse*». François Bonneau compte d'ailleurs profiter de la visite d'Édouard Philippe (lire page suivante) pour aborder le sujet. «*Depuis le départ, c'est ce que l'on demandait : pouvoir se mettre autour d'une table avec les services de l'État et considérer les limitations axe par axe.*»

Édouard Philippe en Charente: «On espère un effet accélérateur»

Attendu de pied ferme par les élus locaux, le Premier ministre est arrivé hier soir à Angoulême. Plusieurs ministres vont le rejoindre. Deux journées chargées les attendent.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

C'est fait. Matignon est délocalisé en Charente jusqu'à demain soir. Accueilli à Angoulême par quelques délégués syndicaux et alors qu'une cinquantaine de gilets jaunes étaient confinés par les policiers rue d'Iéna, Édouard Philippe est arrivé par le train hier un peu avant 20h avant de rejoindre les élus locaux pour un dîner républicain à la préfecture. Il sera rejoint ce matin par Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, et Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, pour une visite du Centre de formation d'apprentis de Chasseneuil. Puis par Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, pour la visite d'une exploitation laitière à Yvrac-et-Malleyrand. Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, complétera le dispositif gouvernemental.

> J'espère obtenir des réponses, des confirmations, des chiffrages.

«Édouard Philippe se réjouit de renouer avec cet exercice de délocalisation qui lui est cher, affirmait hier soir Zelia Cesarion, l'une de ses conseillères presse. *Il avait été un peu stoppé dans son élan en novembre par la crise sociale, mais il tient à cet exercice qu'il renouvelle pour la quatrième fois. Une trentaine de ses conseillers l'accompagnent et ont chacun leur programme en parallèle du sien pour aller au maximum au contact des Français, faire remonter les problématiques locales mais aussi expliquer la politique menée jusque-là et les réformes à venir.»*

Pourquoi avoir choisi la Charente? *«Ça fait partie de notre tour de France et c'est un territoire à la fois rural et urbain avec des quartiers prioritaires de la ville»*, dit Zelia Cesarion. Le député charentais En Marche, Thomas Mesnier, qui était présent hier pour accueillir le Premier ministre, assure ne pas y être pour rien.

Édouard Philippe est arrivé à la préfecture vers 20h30 pour un dîner républicain en compagnie des élus locaux. Photos Majid Bouzzit

Les forces de l'ordre ont confiné la cinquantaine de gilets jaunes rue d'Iéna.

Combien de policiers supplémentaires ?

«J'invite Édouard Philippe à venir en Charente depuis des mois. Je lui avais glissé l'idée quand je l'avais accompagné dans le Cher l'année dernière, puis au moment du grand débat et de nouveau quand je l'ai rejoint en Indre-et-Loire il y a deux mois, décrit le parlementaire de la première circonscription. *C'est une chance pour le territoire, l'occasion de montrer ce qui se passe concrètement chez nous et de présenter les dossiers charentais*, se réjouit-il. *Ça va donner un vrai point d'ancrage et ce sera plus facile ensuite de défendre nos dossiers à Paris. Ça peut avoir un véritable effet accélérateur»*, note-t-il, évoquant aussi *«un beau coup de projecteur national pour le département». «Toute la presse est là, c'est l'occasion de faire parler positivement de la Charente.»*

Également présent sur les marches hier soir, Xavier Bonnefont, le maire d'Angoulême, espère que cette délocalisation permettra d'*«obtenir des réponses, des confirmations et des chiffrages»*. Sur les quartiers de reconquête républicaine, dont font parties Angoulême et Soyaux: *«À combien de postes de policiers supplémentaires aurons-nous droit?»*

Angoulême est aussi concernée à la fois par le dispositif «Cœur de ville» et par celui de l'Agence nationale de renouvellement urbain. *«J'étais encore en séminaire à ce sujet à Paris la semaine dernière et on nous demande d'investir beaucoup*, décrit Xavier Bonnefont. *Nous voulons être dans cette dynamique, mais on a besoin que l'État s'engage à nos côtés et de savoir sur quels montants.»* Le maire d'Angoulême espère aussi savoir si Angoulême fait partie des 60 villes labellisées «Cité éducative». *«On a monté un dossier en béton que je ne manquerai pas de réappuyer. Angoulême a besoin de ces moyens supplémentaires pour l'éducation dans ses quartiers prioritaires de la ville.»*

Outre l'épineuse question des 80 km/h (lire en page 4), François Bonneau, président du Département, compte interpeller le Premier ministre sur *«les grands enjeux d'infrastructures routières et ferroviaires: la RN 141 à l'est et à l'ouest, le Nord-Charente, mais aussi les lignes Limoges-Angoulême et Angoulême-Saintes-Royan». «J'aimerais aussi en savoir davantage sur le financement de la dépendance et l'évolution de l'imposition des départements, notamment sur le foncier bâti.»*

Un programme marathon

Aujourd'hui

10h: **Chasseneuil.** Visite du CFA, échanges avec des jeunes apprentis du bâtiment.

11h45: **Terres-de-Haute-Charente.** Visite de la gendarmerie, présentation d'actions déployées dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, échanges avec les familles de gendarmes.

12h45: **Yvrac-et-Malleyrand.** Visite de l'exploitation laitière en conversion bio de François Lohues.

14h15: **Rivières.** Visite de la manufacture Rondinaud, échanges avec les salariés.

16h: **Vouzan.** Rencontre et échanges avec les membres du club des aînés.

20h: Dîner avec des chefs d'entreprise.

Demain

8h45: **Quartier Bel-Air/La Grand-Font.** Présentation du projet de rénovation urbaine pour les quartiers de reconquête républicaine, échanges avec le personnel du centre socioculturel.

11h: **Aubeterre-sur-Dronne.** Table ronde dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des territoires ruraux.

14h: **Montmoreau.** Visite de la maison de services publics, table ronde sur l'accessibilité et la qualité des services publics en milieu rural.

15h30: **Val-des-Vignes.** Visite d'une exploitation viticole engagée dans la réduction des pesticides.

17h: **Angoulême.** Présentation d'un bâtiment en rénovation dans le cadre du dispositif «Cœur de ville», entretien avec Xavier Bonnefont, échanges avec le conseil municipal.

À gauche, le pont actuel, dont seules ses deux piles seront conservées puis rehaussées. Deux nouvelles culées habillées de pierres seront créées pour une nouvelle structure plus élancée. Photos repro CL

■ Lancés en mars dernier, les travaux du pont de Châtenay sont sur la bonne voie ■ Une première visite de chantier s'est déroulée mardi ■ Le détail des modalités de sa future démolition a été dévoilé.

Châtenay : un pont pour de bon

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Le chantier avance bien, on est dans les temps», indique ravi Nicolas Bourdet, le responsable du service ouvrages d'art du Département, chargé de l'étude et du suivi des travaux de l'opération dite de «Châtenay». Un projet d'envergure, lancé en mars dernier, qui aboutira à la démolition et à la reconstruction du pont qui traverse à cet endroit la Charente en contrebas du lycée Jean-Monnet, sur la route de Boutiers et de Nercillac (RD 24).

Cette phase de travaux, la plus spectaculaire, débutera comme annoncée en septembre prochain, pour une durée de huit mois, assortie d'une fermeture à toute circulation de la départementale avec mise en place d'une déviation. Un joyeux bazar en perspective au regard du trafic recensé sur cet axe routier très emprunté. *«Mais rendu nécessaire par l'ampleur des travaux»*, rappelle Jean-Hubert Lelièvre, l'un des deux conseillers départementaux cognaçais, avec Emilie Richaud (Cantons 1 et 2), qui accompagnaient leur président François Bonneau, mardi, pour une première visite de ce chantier.

> **Le tablier sera découpé par morceaux de 20 à 25 tonnes et nécessitera l'emploi de deux grues de 250 tonnes.**

Nicolas Bourdet a présenté le détail des opérations lors d'une visite de chantier en présence des élus du Département. Photo G. B.

En 1856, l'Etat envisage un premier pont mais Abel Planat, devenu député en 1862, est un opposant au projet. Le tracé risquait d'amputer sa propriété et de nuire au commerce familial. L'ouvrage sera finalement construit entre 1872 et 1878.

Des travaux importants *«et complexes surtout au regard des contraintes techniques d'une part, présence de nombreux réseaux souterrains, nature des murs de soutènement, et environnementales d'autre part, liées au fleuve et au fait d'opérer dans un périmètre protégé»*, ajoute Nicolas Bourdet, lequel a détaillé pour l'occasion l'aménagement projeté qui se déroule en deux opérations distinctes. La première, en cours, se terminera en juillet, sauf problèmes de conditions météorologiques.

«Le maintenir en l'état n'était plus acceptable en terme de sécurité»

Elle vise à la restauration et au confortement des cinq murs de soutènement en amont et en aval de l'ouvrage, *«sur une longueur de 570m et une hauteur de 5,80m pour la partie la plus haute, un bon morceau»*, souligne-t-il.

La seconde touche donc à la partie pont *«dont le tablier sera découpé par morceaux de 20 à 25 tonnes et nécessitera l'emploi de deux grues de 250 tonnes*, précise-t-il. *On installera des pontons flottants pour les récupérer comme les eaux de sciages. Ils seront ensuite broyés»*. Un autre le remplacera, composé *«d'une structure métallique en acier et d'une dalle en béton armé. Il s'appuiera sur les piles de l'ancien qui seront conservées et rehaussées (1,20m).»* La très grosse intervention de cette seconde phase qui sera accompagnée, entre autres, de la réfection du réseau pluvial, de toute la chaussée, de la création de nouveaux trottoirs, plus larges. *«Ce ne sera pas la plus évidente à réaliser, mais il n'y a pas le choix, le maintenir en l'état n'était plus acceptable en terme de sécurité. Avec ce nouveau pont, on sera tranquille pour longtemps»*. Pour de bon.

En chiffres

4,150

En millions d'euros, le coût total de cette opération financée dans son intégralité par le Département qui avait déjà fait renforcer l'ouvrage de manière provisoire, en 1999, avec la pose d'étais métalliques sous son tablier.

5100

Le nombre de véhicules recensés par jour, dans les deux sens de circulation, sur cette départementale 24, l'une des pénétrantes parmi les plus importantes pour Cognac. Lors des travaux de démolition et de reconstruction du pont, l'accès sera aussi fermé aux piétons, y compris sur les berges proches.

1200 Le nombre de ponts en Charente sur les 1600 ouvrages au total (murs, soutènements,...) dont le Département a la charge. Celui de Châtenay fait partie des 60 plus importants, le 5e en terme de trafic, de longueur et de contraintes environnementales conjuguées.

75 La longueur totale du nouveau pont en mètres, soit 12 de plus que l'actuel. Sa largeur sera de 6,20m avec un trottoir en amont de 2,30m équipés de garde-corps en bois et acier et de deux belvédères.

Le rooftop de Martell muscle son jeu pour son retour

Le bar panoramique «L'indigo» rouvre ce soir pour une deuxième saison. Avec de nouvelles ambitions et des nouveautés pour les servir.

Baptiste Perachon, manager, et Oscar Blackstore, barman, ont été choisis par Laura Sileo Pavat pour faire du lieu une «vraie destination au cœur de Cognac». Photo G. B.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

L'Indigo, le bar panoramique de la Maison Martell situé sur le toit terrasse de la tour de Gâtebourse, à Cognac, rouvre ses portes aujourd'hui, à partir de 16h30, pour une deuxième saison *«riche de belles perspectives»*, promet Laura Sileo Pavat, directrice de l'hospitalité de la Maison au martinet, dont l'ambition est de faire désormais de ce rooftop *«une véritable expérience à vivre, pas seulement un lieu à découvrir ou redécouvrir pour prendre juste un verre.»* Un bar-terrasse qui avait attiré plus de 20 000 personnes l'an dernier, sur seulement deux mois et demi d'exercice (1), un franc succès entaché néanmoins de quelques critiques sur les temps d'attente, le service, le dosage des cocktails.

«Une première saison de rodage, défend Laura Sileo Pavat, *on passe maintenant à tout autre chose»*, annonce-t-elle avec dans son jeu des nouveautés destinées à *«réinterpréter»* ce lieu qui ne sera plus le seul du genre en ville avec l'ouverture prévue, mi-juin, du rooftop des Chais Monnet.

Une nouvelle équipe

Martell a confié la responsabilité du site à un duo de trentenaires parisiens. Côté gestion, accueil, intendance et animation, Baptiste Perachon, lequel a œuvré au sein de grandes brasseries parisiennes. Côté bar Oscar Blackstone, mixologiste, ancien barman des établissements parisiens du Lockwood et des Bains Douches qui a également participé au succès de L'Imperial à Tel Aviv, élu meilleur bar à cocktail du monde en 2015. Ils seront secondés par une équipe de huit personnes.

Une carte 100 % créations

10 cocktails, dont deux sans alcool, contre 16 l'an dernier, sont proposés à la carte (12€).

> On a effectué une première saison de rodage, on passe maintenant à tout autre chose.

«Uniquement des créations», pointe Oscar Blackstone, adepte du travail du fruit et du cocktail «Tiki», lequel annonce donc *«exotisme, fraîcheur, épice, puissance mais aussi douceur»* au menu. Des breuvages à siroter au bar (avec modération), *«pour plus de convivialité»* où à table. La formule punch à plusieurs, ou en verre unique, est conservée. Comme le cocktail phare du site, l'«Indigo sunset» qui sera servi désormais et uniquement au coucher du soleil *«afin d'instaurer un rituel.»*

Snacking et horaires revus

Exit les planches à grignoter fromage d'une part, charcuterie de l'autre. La formule est revue avec trois nouvelles propositions plus gourmandes et mixées, deux salées dont une autour de la truite de Gensac, et une sucrée, le tout préparé par le restaurant cognaçais «L'Arty Show».

Côté horaire, on avance d'une heure et on ferme un peu plus tôt avec ouverture du mercredi au samedi de 16h30 à 00h30 et le dimanche de 11h30 à 22h.

Des événements associés

Pour répondre à l'objectif d'en faire *«un espace de découverte et d'expression des talents»*, le bar accueillera une semaine par mois des événements exceptionnels, pour certains en commun avec la Fondation Martell et son circuit visite. DJ sets, ateliers gastronomiques, dégustation avec notamment une mise à l'honneur de la Maison Augier (août), ou encore une programmation spéciale pour le festival Blues Passions sont parmi ceux déjà calés.

(1) Il avait ouvert le 13 juillet 2018.

Dialogue interreligieux à La Salamandre

Un message d'amitié et de volonté d'un dialogue interreligieux. C'est ce que proposent les communautés musulmane et chrétienne de Cognac réunies dans le cadre de leurs échanges annuels à travers la pièce à succès «Pierre et Mohamed», aujourd'hui, à la Salamandre (20h30).

Mise en scène et en musique par Francesco Agnello, jouée par Raphaël Joly, elle rend hommage à Monseigneur Pierre Claverie, évêque d'Oran, figure marquante de l'Eglise d'Algérie, et à Mohamed Bouchikhi, jeune musulman de 21 ans qui fut son chauffeur, assassinés ensemble le 1er août 1996 sur la route du retour à l'évêché. Cette pièce s'appuie sur une lecture de textes des deux hommes, les homélies et les éditos du premier, le carnet de route du second, pour un dialogue purement fictif duquel surgit avec force leur amitié, leur souci commun de tolérance, d'ouverture, de respect de l'autre et de la différence.

«Pierre et Mohamed», jeudi 2 mai, 20h30, à la Salamandre. Participation volontaire (10€ conseillés).

Créée en 2010, la pièce «Pierre et Mohamed» est devenue un succès avec plus de 1000 représentations données. Photo CL

L'invitation

Eric Bourciquot et ses amis la jouent cubaine

Le déplacement vaudra le coup, c'est garanti sur facture. Vendredi soir, le professeur de percussions du conservatoire de Cognac Éric Bourciquot organise une soirée cubaine aux Quais de Taillebourg (17) et ça fait des semaines que le microcosme musical local s'en réjouit. Car Éric Bourciquot est lui-même un spécialiste de la musique cubaine – il est l'un des rares Français diplômés de l'Institut des arts de La Havane. Ensuite, parce qu'il a fait venir l'un des papes de la batterie caribéenne, Juan Carlos Rojas, qui a notamment rythmé les concerts de Chucho Valdes. Et collaboré, en Europe, avec Michel Legrand et Charles Aznavour. Éric Bourciquot sera aux timbales, accompagné de trois autres pointures. *«Ça va bouger, ça va même déchirer»*, promet le prof de Cognac. En plus, c'est gratuit.

Le professeur de percussions de Cognac organise une soirée cubaine avec cinq pointures vendredi soir. Photo DR

Vendredi à 21h30 aux Quais de Taillebourg (17). Entrée libre.

CONFÉRENCE

Saint Martin de Tours, saint patron apôtre de l'Europe ?

Michel Adam et le CEEJM invite à partir sur les traces d'un évêque à la vie dense, qui symbolise les débuts de la culture européenne. Photo archives CL

L'histoire raconte que le maréchal Foch a repoussé de presque une journée la signature de l'armistice de la première guerre mondiale afin qu'elle soit ratifiée le jour de la Saint-Martin. On pourrait donc valoir le 11 novembre à ce saint majeur de la chrétienté, jour de son inhumation à Tours en 397. L'histoire lui attribue aussi une réputation de thaumaturge (faiseur de miracles), ce qui lui valut notamment d'être sanctifié par l'église catholique. C'est bien connu, on ne prête qu'aux riches, même si, en l'occurence, Martin, évêque de Tours, ne l'était que sur le plan spirituel et de son histoire personnelle.

Une histoire que Bruno Judic, professeur d'histoire médéviale à l'université de Tours, vient conter le jeudi 9 mai à l'hôtel «Chais Monnet» (20h30), dans le cadre d'une conférence proposée par le Centre d'études européen Jean Monnet (CEEJM) et Antoine loisirs patrimoine (ANLP). Quel lien entre Saint Martin, l'Europe et le patrimoine local ? *«On peut le considérer comme une figure paradoxale des débuts de la culture européenne, thème de cette conférence, dans le sens où ce fils de légionnaire romain, né en Hongrie, devenu moine puis évêque, symbolise le partage, la sobriété, l'humilité, valeurs communes à l'Europe,* explique Michel Adam, le président des deux associations. *Par ailleurs, son nom est connu partout en Europe, des monuments lui sont dédiés, 246 communes portent son nom rien qu'en France, sans compter des églises, des cathédrales, des lieux-dits et fontaines, dont neuf dans notre vallée de l'Antenne et alentour».*

Au-delà, cet évêque très populaire fut un participant actif à de nombreux conciles dans de nombreux pays. Des voyages à travers l'Europe, matérialisés aujourd'hui par des chemins de pèlerinage rappellant des épisodes de sa vie dont le plus connu, la «Via sancti Martini», 2 500 km, relie sa ville d'enfance en Hongrie à Tours, à travers la Slovénie et l'Italie.

«Une figure paradoxale des débuts de la culture européenne : Saint Martin de Tours», par Bruno Judic.
Jeudi 9 mai, hôtel Chais Monnet, 20h30. Entrée : 5€.

CIRCULATION

Les rues à éviter à Cognac. Dans le cadre de travaux, des restrictions de circulation et de stationnement sont mises en place rue de la Pyramide du 3 au 14 mai.

Les Sarabandes vont faire plein feu sur Saint-Genis-d'Hiersac

Mises en lumière, expositions, concerts, spectacles. Les Sarabandes s'installeront à Saint-Genis-d'Hiersac les 28, 29 et 30 juin. Avec un programme pétaradant, présenté en public mardi soir.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Environ 150 personnes étaient réunies au logis de la Porte-aux-Loups pour découvrir mardi le programme des Sarabandes. Photo Majid Bouzzit

Elles veulent faire tourner les moulins du cœur de Saint-Genis-d'Hiersac. Les Sarabandes 2019 se dérouleront dans la commune du Rouillacais les 28, 29 et 30 juin prochain. Dix ans pile après y avoir déjà fait un passage mémorable. Avec, justement, comme thème central, l'histoire ouvrière du village autour des carrières de meules à grain qui y étaient exploitées jusqu'au 16e siècle. *«On prévoit pas mal de surprises»*, promet Joël Breton, directeur de La Palène qui organise ce festival itinérant. L'association présentait les temps forts du programme mardi soir en public à Saint-Genis. Tour d'horizon.

Des spectacles qui font peur, d'autres qui font rire. Plus de 30 spectacles sont au programme, pour 80 représentations sur les trois jours. La musique festive des six musiciens des *Yeux d'la tête* donne déjà envie d'être en vacances, tandis que celle de *The Fat Bastard Gangband*, contestataire, a un goût de films d'Emir Kusturica. Sur la grande scène musicale, encadrée de deux grands arbres pour l'ombre, les ambiances se succéderont. Idem pour les spectacles. Il y en aura pour tous les goûts: de la danse avec la compagnie *Haatik*, de l'acrobatie sur BMX avec *Vincent Warin* et même un drôle de confessionnal avec la compagnie *Pas Par Hasard* sur le thème de l'amour. D'autres ne sont clairement pas pour tout public comme «La P'tite histoire qui va te faire flipper ta race», dont le titre dit déjà l'atmosphère !

De l'art singulier, de l'art brut. 35 plasticiens vont débarquer avec leurs créations à Saint-Genis-d'Hiersac. Des tenants de l'art brut ou de l'art singulier. Le logis de la Porte-aux-Loups sera ouvert au public et l'on pourra notamment y voir les silhouettes vieillissantes créées par Robert Kéramsi. Dans l'église, les visiteurs déambuleront parmi les projections vidéo de *Trisha McCrae*, artiste installée en Dordogne. Installations ou expositions: l'art va déferler sur le village. Pour la quatrième année, cinq prix viendront récompensés les plus belles créations. Ils seront remis le dimanche soir à 20h.

De la lumière avant toute chose. Les Sarabandes, c'est aussi de la mise en lumière pour jeter un œil nouveau sur les espaces. Deux projections vidéo, créées par *Alcoléa et Compagnie*, viendront enchanter les façades. Un mapping sur les vieilles pierres du logis de la Porte-aux-Loups, créé à partir de photos d'anciennes carrières, fera remonter le temps à travers l'histoire de Saint-Genis. Tandis que sur la façade de la mairie, une autre projection fera défiler les moulins imaginés par les enfants de l'école de la commune et les élèves de l'atelier d'arts plastiques de La Palène. Car pour les Sarabandes, tout le monde s'y met: bénévoles, habitants, écoliers. Chacun créé. Pour faire chavirer le cœur du village.

Trois jours de festival

Le village ouvrira ses portes vendredi 28 juin à 17h, puis à 11h samedi 29 et dimanche 30. Tarifs: pour le vendredi, 10 €, pour le samedi, 18 €, pour le dimanche, 12 €. Pour les - de 14 ans, un tarif unique à 5 €. Pass 3 jours: 30 €, 12 € pour les - de 14 ans. L'intégralité du programme des Sarabandes à Saint-Genis-d'Hiersac est à retrouver sur www.sarabandes.lapalene.fr

MAINXE-GONDEVILLE

Premier budget primitif voté à l'unanimité

Le dernier conseil municipal de la mandature pour la commune nouvelle Mainxe-Gondeville était principalement consacré aux finances communales, en particulier à la présentation du budget primitif 2019, en présence de Jean-Yves Daney, comptable du Trésor.

Après avoir analysé le bilan des dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement 2018, ainsi qu'une hausse de 5 % de la dotation forfaitaire liée à la création de la commune nouvelle (maintenue jusqu'en 2020/2021), la situation financière est satisfaisante. A l'unanimité, les élus ont voté le maintien des taux des trois taxes (habitation, foncier bâti, foncier non bâti), avec un taux moyen pondéré qui reste dans la bonne moyenne du territoire. *«Etant actuellement légèrement différents sur les deux ex-communes, ils deviendront identiques avec un "lissage" étalés sur 5 ans»*, selon un barème proposé par le Trésor public.

La capacité d'autofinancement de la commune est satisfaisante, même sans tenir compte de la dotation de solidarité versée par la communauté d'agglo de Grand Cognac dont l'objectif est l'aide à l'investissement, et l'endettement très mesuré (inférieur à 5 %).

Travaux de voirie

Pour le budget prévisionnel 2019, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 1 207 039 € (dont 4 500 € de subventions aux associations), en équilibre avec les recettes. Les dépenses d'investissement sont estimées à 970 866 € (y compris les restes à réaliser), principalement consacrées aux travaux de voirie (197 500 €); aux travaux d'accessibilité des salles et sanitaires à Gondeville (480 350 €); à l'aménagement du bourg à Mainxe (30 000 €); à l'achat de matériels (services techniques et administratifs, 42 400 €); aux travaux logements locatifs et écoles (80 500 €); giratoire de Montagan et carrefour de Mérienne (45 000 €); réparation du temple (45 000 €), en équilibre avec les recettes.

Maire, adjoints, et comptable du Trésor, ont animé les débats. Photo CL

En bref: accord pour étude de prise en charge du service de télé-assistance fourni par Présence Verte aux personnes susceptibles d'en bénéficier; l'isolation des combles de l'école de Mainxe et certains travaux aux logements locatifs seront réalisés en régie; Elisabeth Dumont est désignée déléguée titulaire à la communauté d'agglo et Bernard Pissot, délégué suppléant.

Les étoiles du tennis de table à Cognac

L'open international de tennis de table se déroulera tout le week-end au complexe des Vauzelles. De nombreuses têtes d'affiches sont attendues.

Emmanuel Lebesson (champion d'Europe 2016) sera l'une des têtes d'affiches de l'open international. Photo Christophe Barraud

Rémy SAVARIT
r.savarit@charentelibre.fr

«Jeu, set et match». Vous entendrez peut-être cette phrase, ce week-end, au complexe omnisports des Vauzelles de Chateaubernard. À partir de demain et jusqu'à dimanche, le club de tennis de table de Cognac organise son open international. «*Il a été élu numéro un français*», raconte fièrement André Sardet, président du tournoi. «*Il s'agit d'une compétition de club et ne provient pas des instances internationales*», précise-t-il. «*Trente-huit tables seront mises à la disposition des compétiteurs*», précise celui qui est aussi vice-président du club.

Pour la 43e animation majeure que le club organise au sein de la grande salle cognaçaise, le plateau s'annonce relevé. «*Il s'agit de la seule discipline en Charente qui accueille les meilleurs joueurs mondiaux de son sport*», dit, enjoué, le président du tournoi.

Chez les hommes, Emmanuel Lebesson, actuel numéro 2 français sera de la partie. Le Chinois Tian Yuan Chen fait aussi partie des inscrits. Il a battu à deux reprises le Suédois Mattias Falck (11e mondial), vice-champion du monde depuis dimanche dernier.

Se dresseront sur leur route: Niagol Stoyanov (champion d'Italie en 2014 et 2018), Antoine Hachard (vice-champion de France 2019, victorieux à Cognac en 2017 et 154e mondial), l'Iranien Nima Alamian (83e mondial) ou encore Stéphane Ouaiche (champion de France 2014 et 2016).

Des points au classement ITTF (ndlr: Fédération internationale de tennis de table) seront en jeu. Au total, ce sont une dizaine de nationalités qui seront représentées.

Le tableau féminin sera également relevé. La championne de France en titre et numéro 1 Française, Jia Nan Yuan est au programme. On y retrouvera également Laura Gasnier, 84e mondiale. La pongiste tricolore a été éliminée en 64e de finale aux championnats du monde de Budapest la semaine dernière.

Un tournoi ouvert à tous

«*Cet événement s'est construit progressivement, naturellement et raisonnablement*», insiste André Sardet. Pour lui, si cet open est une réussite, «*c'est grâce au travail de tout le monde*». Pour ce tournoi, il dénombre 65 à 70 bénévoles, sans compter les nombreux sponsors.

«*Le charme de cette compétition est aussi dû au fait que* l'on *mélange les amateurs et les professionnels.*» Ce sont 345 participants qui sont attendus sur la ligne de départ. «*Ils viennent de la France entière et certains de l'étranger*», s'enthousiasme le retraité.

Le tableau principal comportera 192 joueurs. L'organisation de l'open, est à «*un véritable tournant économique*» dans la saison du club.

Cette année, André Sardet espère «*une affluence totale comprise entre 1500 et 2000 personnes*».

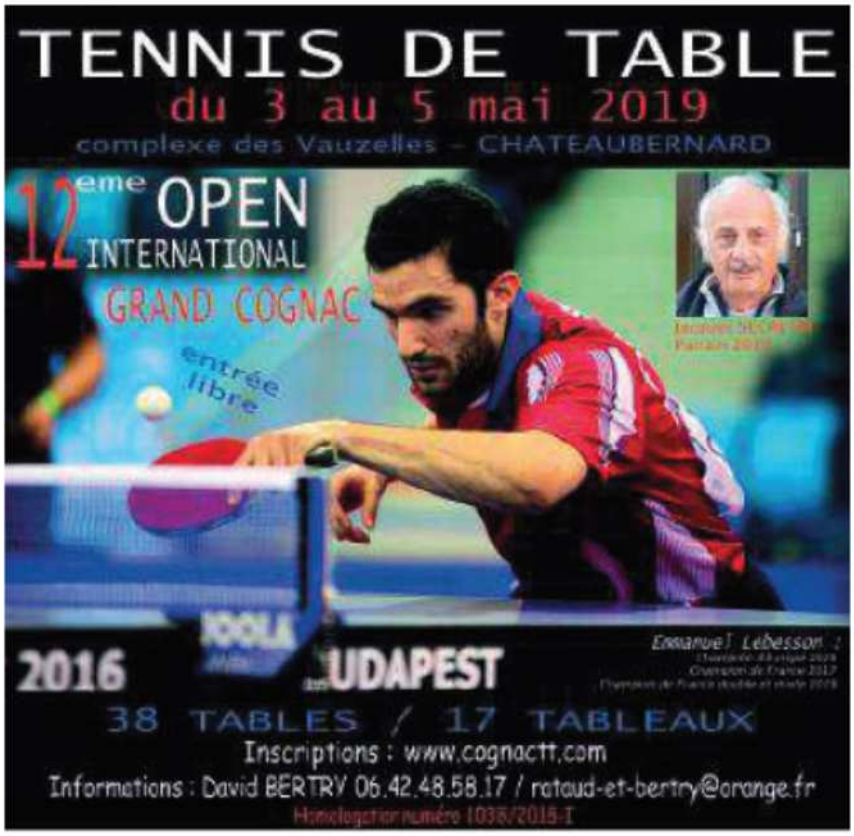
Pour remplir son objectif, il a fait appel à Jacques Secrétin. L'homme de 70 ans sera le parrain de cette édition 2019. Champion du monde en 1977, le septuagénaire compte 495 sélections en équipe de France. À cela, s'ajoutent dix-sept titres de champion de France en individuel.

Celui qui est aussi le pongiste français le plus titré, a été reçu au palais de l'Élysée à cinq reprises par cinq présidents différents. Lors de sa venue, il fera la promotion de son nouveau spectacle baptisé «les AS du ping». Un show déjà appelé à se produire à dix-neuf reprises pendant la coupe du monde de football 2022 au Qatar.

«*Un travail réalisé tous ensemble et en équipe*», se réjouit André Sardet.

Programme

Samedi.
Dès 14h30: tournoi messieurs
Dimanche.
Dès 10h15: NC à N°300.
Dès 12h: tournoi messieurs début des 1/16e de finale.
Dès 13h15: tournoi dames.
17h: finale dames suivie de la finale messieurs.



Avec le soutien de Charente Libre

1er Mai: un bilan contrasté

Des heurts ont opposé hier à Paris forces de l'ordre et manifestants en fin de journée, et des commerces ont été dégradés. Photo AFP

Entre 150.000 et 300.000 personnes, militants syndicaux et «gilets jaunes», ont manifesté hier dans toute la France, dans une ambiance bon enfant en région mais plus tendue et confuse à Paris, mais sans «l'Apocalypse» promise par les plus radicaux.

En France, 164.000 personnes ont manifesté, selon le ministère de l'Intérieur, 310.000 selon la CGT. L'an dernier, entre 143.500 (préfecture) et 210.000 personnes (CGT) ont manifesté.

> C'était une journée intéressante parce que des gilets jaunes, des gilets rouges et des sans gilets se sont retrouvés sous des slogans sociaux.

■ Si, lors des manifestations du 1er Mai, l'ambiance était bon enfant en région, elle était plus agitée à Paris

■ Sans que celle-ci ne soit toutefois la «capitale de l'émeute» comme annoncé.

Dans la capitale, la mobilisation pour la fête des travailleurs a réuni 40.000 manifestants selon un comptage réalisé pour un collectif de médias.

«C'est une grande journée de mobilisation», s'est réjoui le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez. *«C'était une journée intéressante parce que des gilets jaunes, des gilets rouges et des sans gilets se sont retrouvés sous des slogans sociaux»*, a ajouté le leader syndical. Christophe Castaner, n'est pas de cet avis, estimant que la journée a été *«volée par la violence de quelques-uns»*, lors d'un déplacement en début de soirée à La Pitié-Salpêtrière.

L'hôpital, situé à proximité de la place d'Italie où le parcours de la manifestation syndicale a pris fin dans un nuage de gaz lacrymogène et après des heurts, a été *«attaqué»* par des dizaines de militants anticapitalistes d'ultragauche «black blocs» qui auraient voulu rentrer par la sortie de secours, a-t-il affirmé.

Vitrines brisées, pluie de pavés, feux de poubelles, départs d'incendie, jets de lacrymo, grenades de désencerclement, canons à eau: dès avant le départ officiel du cortège parisien, des échauffourées ont eu lieu entre «black blocs» et police, avant un retour au calme en début de soirée. Un policier, blessé au visage, a été hospitalisé.

Alors qu'ils ont défilé côte à côté en province au nom de la *«convergence des luttes»*, des «gilets jaunes» et des militants CGT en sont venus brièvement aux mains à l'arrivée du cortège parisien.

Les cris de *«CGT collabo»* et des sifflets ont été entendus, de même que *«Tout le monde déteste la CGT»*, détournement du célèbre slogan hostile à la police.

«Pour mes enfants»

Alors que le préfet a ordonné la fermeture des commerces, les tensions se sont d'abord concentrées aux alentours du restaurant La Rotonde, symbole macroniste où le candidat d'En Marche avait célébré sa qualification au second tour de l'élection présidentielle.

Puis le cortège, mêlant militants syndicaux et «gilets jaunes», s'est mis en marche, parcourant quelque 3 km jusqu'à la place d'Italie qui s'est progressivement vidée à partir de 19h.

En fin d'après-midi, la préfecture de police signalait 288 interpellations et plus de 15.300 contrôles, et le parquet 254 gardes à vue.

En région, la journée du travail a été globalement célébrée dans une ambiance festive par les syndicalistes, les «gilets jaunes» et les politiques, mais sous haute surveillance policière. Parmi les pancartes, on pouvait lire: *«Le peuple déteste Macron»*, *«Merci pour Notre Dame, mais donnez aussi aux Misérables»*, *«Mieux vaut être une cathédrale qu'un gilet jaune»*, *«Macron arrête de nous enfumer»*. A Rennes, Fanny 42 ans, aide-soignante et «gilet jaune» de la première heure déplore qu'il n'y ait *«plus de postes dans les hôpitaux. L'Etat nous supprime des postes, des matériels. On se retrouve à 4-5 pour gérer 100 personnes. Je suis là pour ça et pour mes enfants»*.

Exfiltré, Martinez critique l'exécutif

Pour Philippe Martinez (Photo AFP), le secrétaire général de la CGT, *«il y a un problème»* avec le préfet de police Didier Lallement et le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Avant même le départ de la manifestation, en début d'après-midi, le leader syndical avait été contraint de quitter le cortège de tête, après avoir été pris à partie par des radicaux. La police a *«tiré des gaz lacrymogènes sur la CGT»*, alors que les militants syndicaux étaient *«très identifiables»*, a dénoncé Martinez en fin de journée. Il est revenu dans le cortège par la suite, en s'en prenant à Christophe Castaner et aux forces de l'ordre. *«Pour un ministre de l'Intérieur qui nous avait dit "je maîtrise la situation, j'ai changé le préfet, vous allez voir ce que vous allez voir", eh bien, on a vu»*.

Macron reçoit dans un Elysée barricadé

Alors que le quartier de l'Elysée était entièrement fermé, le chef de l'Etat avait invité hier les professionnels des métiers de bouche et des fleurs.

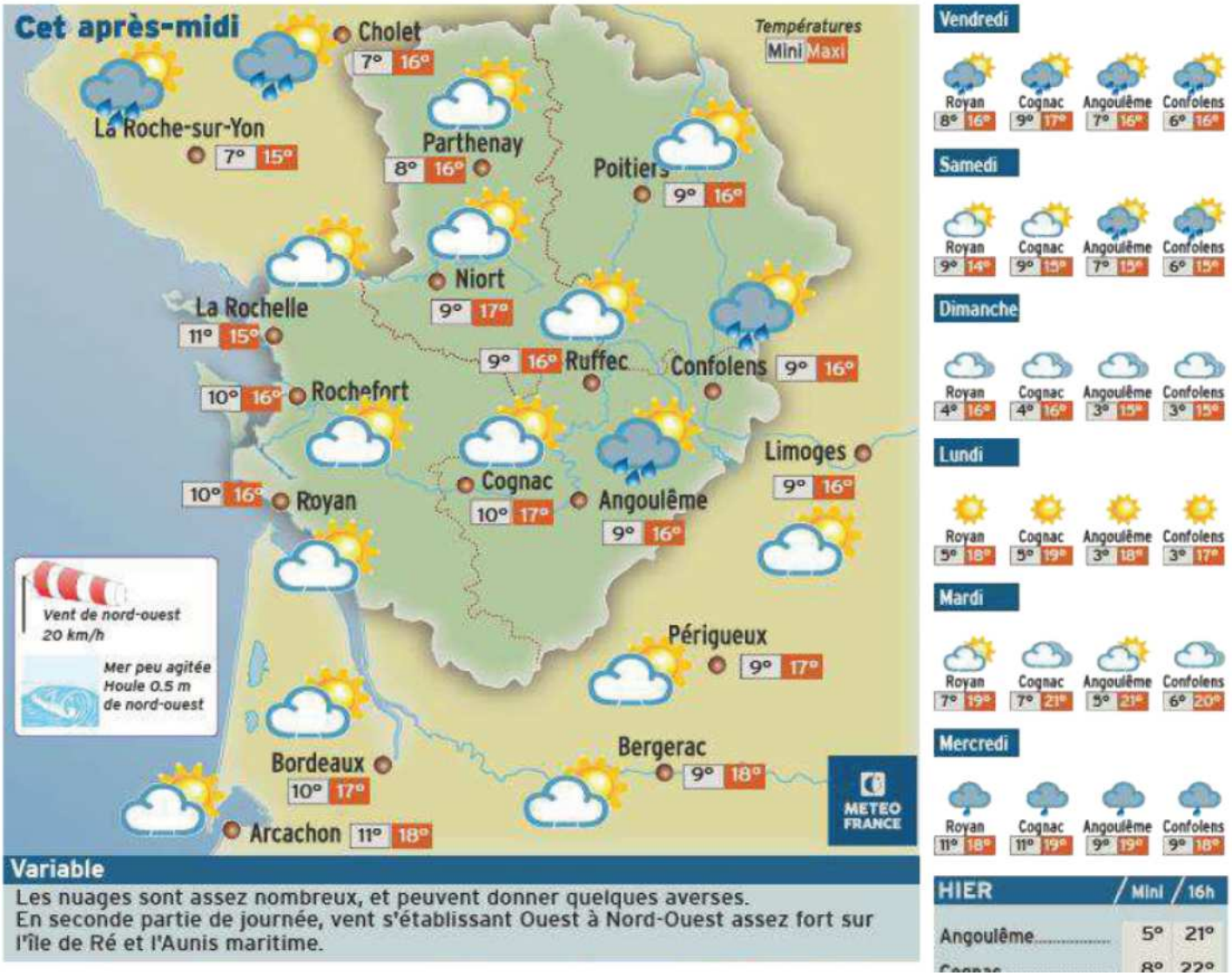
Dans un quartier de l'Elysée bouclé par crainte des «black blocs», Emmanuel Macron a invité hier 400 professionnels des métiers de bouche et des fleurs pour la traditionnelle remise du muguet, autour d'un somptueux buffet.

«Le 1er Mai est la fête de toutes celles et ceux qui aiment le travail, le chérissent, parce qu'ils produisent, parce qu'ils forment, parce qu'ils savent que par le travail nous construisons l'avenir. Merci de porter ces valeurs et d'œuvrer chaque jour pour notre Nation», a déclaré le chef de l'Etat puis twetté.

Vives critiques à gauche

Une tirade qui a suscité de vives critiques de la gauche, qui l'a accusé de détourner le sens du 1er mai. *«Soit le président manque de culture historique, soit madame Loiseau écrit ses tweets en puisant dans ses souvenirs, mais cette rhétorique est un détournement. La fête des travailleurs célèbre leurs droits et rend hommage à ses combattants»*, a réagi Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Le député de la France Insoumise Eric Coquerel est allé plus loin en l'accusant d'utiliser une rhétorique pétainiste. *«En 1941 Pétain faisait de la fête revendicative des travailleurs et des luttes sociales, 'une fête du travail et de la Concorde sociale', Emmanuel Macron lui emboîte le pas aujourd'hui avec ce tweet révisionniste»*, a tweeté l'élu Insoumis.

Traditionnelle remise du muguet à Emmanuel et Brigitte Macron hier à l'Elysée. Photo AFP



SNCF : adieu président, bonjour concurrence

TRANSPORTS La SNCF va vivre une année 2020 particulière avec le départ du président Guillaume Pepy et l'ouverture à la concurrence pour les TGV

Dossier réalisé par Benoît Lasserre
b.lasserre@sudouest.fr

Déjà chamboulée par la réforme votée en juin 2018, la SNCF s'apprête à vivre une année 2020 « disruptive ». Premier changement, les cheminots embauchés à partir du 1er janvier ne bénéficieront pas du traditionnel statut de leurs aînés, incluant la garantie d'emploi à vie (sauf faute grave) ainsi que la hausse de rémunération automatique.

La SNCF elle-même va être modifiée, une fois de plus. Elle est aujourd'hui composée de trois Établissements publics à caractère industriel (Epic). L'Epic dit « de tête » est présidé par Guillaume Pepy, également aux commandes de l'Epic SNCF Mobilités (celui qui fait rouler les trains). L'Epic SNCF Réseau (celui qui gère les voies et les infrastructures) est quant à lui présidé par Patrick Jeantet.

Qui pour conduire le train ?

La loi met donc un terme à l'époque Epic. La SNCF redevient une seule société nationale à capitaux publics, détenus à 100 % par l'État et incessibles, c'est-à-dire non privatisables. Une clause destinée à rassurer les syndicats et les opposants à la réforme. SNCF Mobilités et SNCF Réseau continuent d'exister, sous forme de filiales.

L'exécutif s'engage de son côté à passer une énorme éponge sur la dette colossale de la SNCF : 55 milliards d'euros. En 2020 justement, l'État absorbera 25 milliards et 10 milliards en 2022. La composition du train est désormais connue. Reste à savoir qui le conduira.

Guillaume Pepy a en effet annoncé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat à la tête de l'entreprise ferroviaire. « Il ne faut pas faire le mandat de trop », confiait-il au « Journal du Dimanche » (28 avril). Un choix personnel, certes, mais l'emblématique patron de la SNCF savait que ses chances d'être reconduit étaient à peu près aussi fortes que celles de Dijon d'être champion de France de football.

Homme de réseau et de communication, Pepy s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de l'appareil d'État, du gouvernement et on cherche vainement un président de Région (collectivité qui a compétence sur les TER) volontaire pour en dire du bien. Même si lui, toujours au « JDD », ne tarit pas d'éloges sur « ces 12 régions françaises qui sont nos premiers clients. Quand elles se plaignent, il faut les écouter. J'admire leur engagement dans le rail. »

> Pepy s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de l'appareil d'État, du gouvernement

Plusieurs candidatures internes sont déjà envisageables : Patrick Jeantet, Alain Picard (directeur général de la SNCF) et son homonyme, Rachel Picard (directrice générale de Voyages-SNCF), à qui on doit le mot « Oui » dans les TGV. Mais il est probable, selon un bon connaisseur de l'entreprise, qu'Emmanuel Macron recrute son successeur hors SNCF pour refermer le livre Pepy.

Le rail s'ouvre aux concurrents

L'année 2020 sera enfin celle de la concurrence, également prévue dans la loi de juin 2018, même si, en fait, elle est déjà en vigueur depuis 2009 sur le rail français. Timidement d'ailleurs, avec deux dessertes vers l'Italie assurées par l'entreprise transalpine Thello.

La vraie concurrence débutera en décembre 2020 sur la grande vitesse. La SNCF devra partager les voies ferrées avec d'autres opérateurs. Elle s'y prépare activement depuis des mois, en accélérant notamment la mise en service du Ouigo, le TGV à bas coût. Là encore, les concurrents n'ont pas franchement pointé le bout de leur locomotive, mais on évoque l'arrivée de Trenitalia et de l'Espagnol Ilso.

Concernant les TER, les Régions peuvent, dès cette année, lancer des appels d'offres, mais ces trains concurrents ne pourront rouler qu'à partir de 2022. La plupart des Régions présidées par la droite ont lancé les hostilités tout en se plaignant de la lenteur avec laquelle la SNCF (donc Guillaume Pepy) transmet ses informations. On verra si celui ou celle qui succédera à Guillaume Pepy saura remettre de l'huile dans les rouages.

La concurrence débutera en décembre 2020 sur la grande vitesse. La SNCF devra alors partager les voies ferrées avec d'autres opérateurs. PHOTO ARCHIVES THIERRY DAVID/« SUD OUEST »

Loi mobilité : à l'Assemblée nationale en juin

PARLEMENT Elle a été votée au Sénat qui l'a modifiée par amendements. Avant un retour au texte initial ?

Les sénateurs ont adopté la Loi mobilité il y a un mois. AFP

Cela fait tout juste un mois que le Sénat a (largement) adopté la Loi d'orientation des mobilités (LOM), la deuxième grande réforme gouvernementale sur les transports après celle de la SNCF. Plusieurs fois reporté, l'examen de la loi a débuté par la Haute-Assemblée en raison d'un agenda trop chargé à l'Assemblée nationale.

Les députés vont s'emparer du texte en juin et détricoteront peut-être les amendements votés par les sénateurs, comme la possibilité offerte aux préfets et aux présidents de Départements de remettre à 90 km/h la vitesse maximale sur certaines portions de routes.

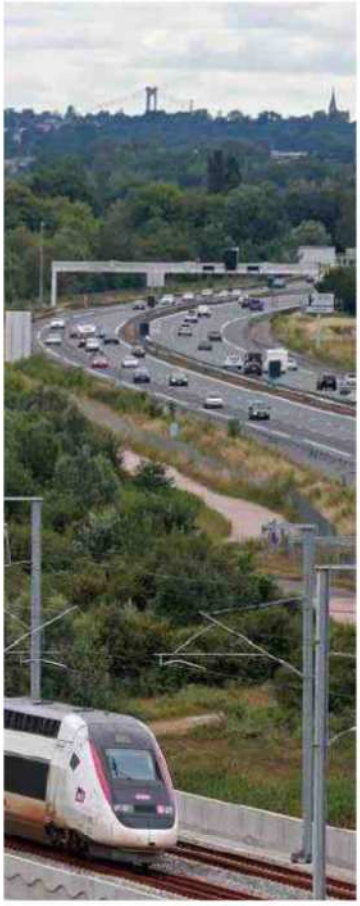
Le député écologiste (ex-LREM) Matthieu Orphelin estime notamment que les sénateurs ne sont pas allés assez loin dans la transition énergétique, même si ceux-ci ont poussé en faveur des trains de nuit et donné priorité, pour les dix prochaines années, aux transports du quotidien et à l'entretien des réseaux existants.

Mais ils ont également réaffirmé l'engagement de l'État dans la réalisation de la liaison ferroviaire Lyon-Turin et ajouté l'achèvement de la branche est de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône dans la programmation des investissements.

Effort exceptionnel

Le Sénat a par ailleurs inscrit dans la loi la possibilité pour les Régions de gérer directement les petites lignes ferroviaires, à propos desquelles Guillaume Pepy assure qu'il n'y a aucun plan de fermeture (« Journal du Dimanche » du 28 avril). La Nouvelle-Aquitaine a justement adopté, le 12 avril dernier, un vaste plan d'investissement en faveur de son réseau ferroviaire – long de 3 410 km (hors LGV) – et qu'un audit a estimé « à bout de souffle ».

La Région s'est déclarée prête à investir 532 millions d'euros d'ici à 2027, soit un effort supplémentaire de 358 millions, pour restaurer ses lignes ferrées dites « classiques ». À condition que l'État débloque à son tour une enveloppe exceptionnelle et que SNCF Réseau mette en place les effectifs nécessaires.



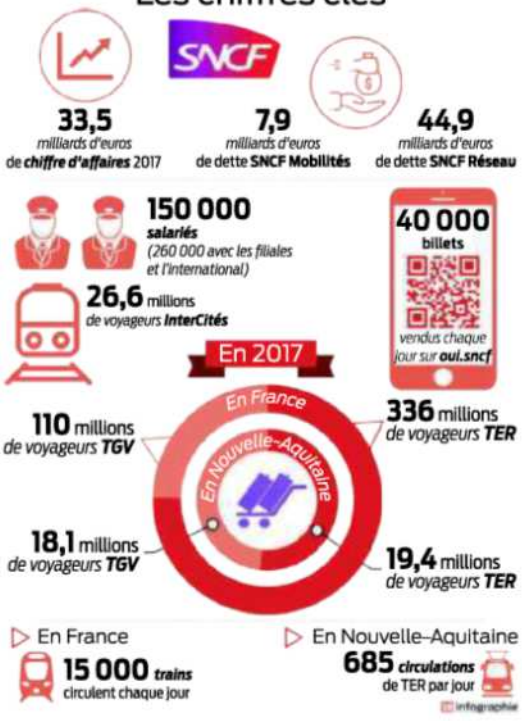
Portes ouvertes

La SNCF va organiser une vaste opération « portes ouvertes », du 13 au 18 mai, proposant 150 rendez-vous dans tout le pays pour faire découvrir ses métiers, du simulateur de conduite à la préservation du patrimoine.

« Autant les Français aiment nous détester, autant ils ont beaucoup d'attachement pour la SNCF », résume la directrice de la communication de l'entreprise, Agnès Ogier. Cette « invitation au voyage dans les coulisses de la SNCF » permettra de visiter aussi bien des trains que des gares, des ateliers, des postes d'aiguillages, des chantiers ou des bureaux d'études. Toutes ces visites sont gratuites, mais une inscription est nécessaire sur le site Internet : www.viveletrain.sncf

Le président de la SNCF a par ailleurs confirmé que les buralistes de quatre régions françaises (non précisées) expérimenteraient la vente de billets de train à compter du mois de juin. Et l'entreprise ferroviaire a décidé d'être partenaire des Maisons France Services annoncées jeudi dernier par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse. Un lieu unique par canton pour regrouper services et administrations.

Les chiffres clés



« La SNCF telle qu'on l'a connue est en train de mourir »

INTERVIEW La journaliste Marie-Christine Tabet publie, avec Christophe Dubois, une enquête fouillée sur l'entreprise et sur son président Guillaume Pepy

« Sud Ouest » Le moins qu'on puisse dire est que la direction de la SNCF ne vous a pas ouvert grand ses portes…

Marie-Christine Tabet Nous avons sollicité tous les principaux responsables de l'entreprise, à commencer bien sûr par Guillaume Pepy et Patrick Jeantet. C'est un cabinet extérieur à la SNCF, puis la SNCF elle-même qui nous ont signifié une fin de non-recevoir. Nous avons rencontré de nombreux cadres de l'entreprise qui nous ont parlé, mais dans des cafés très loin du siège ou alors communiquaient avec nous par messagerie cryptée.

Le plus étrange avec la SNCF, c'est que même des anciens salariés gardent le silence. Il y a un véritable climat de suspicion qui règne dans l'entreprise.

La SNCF est-elle justement une entreprise à part ?

Sur cette absence de transparence, c'est un vrai problème. Qu'une entreprise privée veuille cacher ses comptes, cela peut se comprendre par rapport à la bourse ou aux actionnaires. Mais la SNCF est une entreprise publique. Même les ministres et les élus ont du mal à obtenir des informations.

Dans le livre, Alain Rousset, le président de la Région Nouvelle-Aquitaine, dit bien qu'il en a marre d'être « un cochon de payeur ». C'est la même chose avec l'autorité de régulation, l'Arafer, à laquelle la SNCF a longtemps menti sur les statistiques de régularité et tient un langage tellement technocratique que personne ne comprend rien.

Au-delà de ce seul aspect, oui, bien sûr, la SNCF est une entreprise à part. On dit qu'un Français sur six compte sur plusieurs générations un cheminot dans sa famille. Cette entreprise occupe une place particulière dans la vie des Français.

Vous êtes sévère avec Guillaume Pepy, le président de la SNCF. Toutes les erreurs de l'entreprise lui sont-elles imputables ?

Non, bien sûr. Guillaume Pepy est le président d'une entreprise publique et il fait donc ce que lui demande l'État. Ce dernier a une lourde responsabilité dans la situation de la SNCF.

Par exemple, pour en prendre un seul, quand François Hollande stoppe une réforme indispensable et pour laquelle la France s'était engagée vis-à-vis de l'Union européenne, seulement pour ne pas bloquer l'Euro de football 2016, en France, et sans doute parce qu'à l'époque il pensait à sa réélection en 2017.

C'est aussi l'État qui est responsable de la dette colossale de la SNCF. Mais Guillaume Pepy s'est accommodé, voire a trouvé son bonheur, dans ce milieu où tout le monde se connaît, souvent pour avoir fait la même école, l'ENA (École nationale d'administration). Il connaît mieux le fonctionnement de la SNCF que les ministres qui se sont succédé. Il s'est constitué un réseau et un carnet d'adresses exceptionnel, c'est un communicant hors pair.

Pour en revenir à votre question, il est présent à la SNCF depuis presque trente ans, il la dirige depuis dix ans. Il ne peut donc être exonéré de l'état actuel de l'entreprise. Sa longévité s'explique aussi par le fait que l'actionnaire public se demande toujours par qui le remplacer. Mais son contrat s'arrête en 2020 et il ne souhaite pas être reconduit.

Votre livre s'intitule « Vie et mort de la SNCF ». N'est-ce pas un titre trop violent ?

La SNCF telle qu'on l'a connue est en train de mourir, mais cela s'est déjà produit dans le passé. On a aussi assisté à des résurrections, notamment grâce au TGV, dans les années 1980-1990, auquel peu de gens croyaient. Le plus grave est que, malgré le discours du nouvel exécutif, c'est la SNCF des petites lignes qui pourrait disparaître et c'est une des raisons de la révolte des gilets jaunes. On abandonne des territoires ruraux au profit des métropoles desservies par la grande vitesse.

La récente réforme de la SNCF a au moins permis à l'entreprise de se voir telle qu'elle est vraiment. C'en est fini des grèves gigantesques et des trains bloqués de 1995. Mais ce livre nous a donné l'occasion de rencontrer des cheminots passionnés, quel que soit leur grade, fiers de ce qu'ils font. Pour certains d'entre eux, la SNCF a joué un rôle formidable de promotion sociale.

Guillaume Pepy est en fin de contrat à la tête de la SNCF. ARCH AFP

DEUX ANS D'ENQUÊTE

Deux ans d'enquête et d'entretien ont été nécessaires à Marie-Christine Tabet, rédactrice en chef du « Parisien-Dimanche », et au grand reporter Christophe Dubois pour publier ce récit sur l'entreprise ferroviaire : « Descente aux enfers, vie et mort de la SNCF », éd. Fayard, 300 p, 21,90 €. PHOTO JULIEN FALSIMAGNE/LEEXTRA/ÉDITIONS FAYARD

L'escale charentaise d'Édouard Philippe

POLITIQUE Le Premier ministre est arrivé à Angoulême hier soir. Il délocalise son cabinet en Charente pour deux journées de travail

Le Premier ministre Édouard Philippe a été accueilli, hier soir, dans la cour de la préfecture par les élus du département. PHOTO LOÏC DEQUIER/« SUD OUEST »

Bertrand Ruiz
b.ruiz@sudouest.fr

Matignon s'installe en Charente pour deux jours, aujourd'hui et demain. Après le Lot, la Haute-Garonne et le Cher, le Premier ministre Édouard Philippe a choisi la terre natale de François Ier et François Mitterrand pour délocaliser son cabinet. Au programme, deux journées intensives de travail, entamées hier soir par un dîner républicain avec les élus à l'hôtel préfectoral angoumoisin, tandis que, non loin de là, place New-York, les gilets jaunes appelaient à former un comité de réception. Une quarantaine d'entre eux ont d'ailleurs été confinés, rue d'Iéna, entre deux rangs de policiers, alors que le cortège ministériel approchait de la Cité des Valois.

C'est à 20 h 05 que le véhicule d'Édouard Philippe est entré dans la cour de la préfecture, accueilli par une rangée d'élus locaux, moins Alain Rousset, arrivé quelques minutes en retard… Pas de déclaration sur le 1er mai social, mais l'annonce de la liste des ministres qui accompagnent le chef du gouvernement en Charente. Sont notamment attendus aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Didier Guillaume. La ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Jacqueline Gourault, leur succédera demain.

« Pour avoir assisté à la séquence santé du déplacement à Bourges, je peux vous garantir que nous ne sommes absolument pas là dans une opération de communication », confiait le député charentais LREM Thomas Mesnier. « Les effets de ces temps décentralisés sont réels, les conseillers du Premier ministre verront sur place la réalité des dossiers. C'est très précieux quand il s'agit aller défendre les intérêts du territoire à Paris. »

Limitation de vitesse

Évidemment, l'annonce, dès lundi, de cette délocalisation de Matignon en Charente a passablement agité le Landerneau politique charentais, chacun avançant ses pions sur les réseaux sociaux pour bien préparer le terrain. François Bonneau, le président du Département, martelait ainsi sa volonté de ramener la limitation de vitesse à 90 km/h sur les routes charentaises.

Et Jean-François Dauré, président de Grand-Angoulême, publiait un message inquiet sur l'émergence d'un événement BD à Paris, risquant de faire d'Angoulême « la résidence secondaire de la bande dessinée en France ». Les deux hommes ont prévu de s'en ouvrir auprès d'Édouard Philippe. En auront-ils le temps ? Ce n'est pas certain, à moins d'avoir réussi à glisser deux trois mots entre le fromage et le dessert du dîner d'hier soir. Le programme millimétré du Premier ministre ne laisse place à aucun temps mort.

Un marathon

Pendant deux jours, Édouard Philippe va sillonner une grande partie de la Charente. Et chaque étape illustrera, peu ou prou, la portée d'une réforme récente du gouvernement. Sans oublier quelques annonces apparemment dans les cartons. Ce matin, on causera apprentissage au CFA de Chasseneuil-sur-Bonnieure. Puis sécurité du quotidien en milieu rural à la gendarmerie de Terres-de-Haute-Charente. Le volet agricole s'étale sur deux jours : visite d'une exploitation laitière en cours de conversion bio, à Yvrac-et-Malleyrand, et d'une exploitation viticole engagée dans la réduction des pesticides et dans la sortie du glyphosate, à Val-des-Vignes.

Le Premier ministre passera par la Manufacture Rondinaud, à Rivières, haut-lieu de production de charentaises ; rendra visite au club des aînés de Vouzan alors que le gouvernement planche sur une « loi de programmation de la dépendance » ; parlera de l'accessibilité des services publics en milieu rural, à Montmoreau, et animera une table ronde dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants de territoires ruraux, à Aubeterre.

> Les ministres Christophe Castaner et Didier Guillaume sont attendus aujourd'hui

Le marathon ministériel aura aussi sa touche urbaine. Demain, Édouard Philippe démarrera sa journée dans le quartier de Bel-Air Grand-Font, à Angoulême, qui fera l'objet d'une opération de rénovation urbaine. Il l'achèvera, place du Minage, par un tour dans des immeubles en rénovation : Angoulême fait partie des 222 villes retenues pour le plan Action cœur de ville.

SUD OUEST.fr
Suivez la visite du Premier ministre en Charente tout au long de la journée

INDISCRÉTION

Bernard Guetta en meeting pour LREM au Castel de Châteaubernard le 17 mai

Ancien journaliste au « Monde » et à France Inter, et écrivain, Bernard Guetta est désormais entré en politique. Positionné au huitième rang sur la liste européenne de La République en Marche, il sera l'une des personnalités invitées au meeting charentais du mouvement, programmé le 17 mai, à 18 h 30, au Castel de Chateaubernard.

PHOTO ARCHIVES ANNE LACAUD

L'Argence, ici quasiment à sec en juillet 2017, fait partie des rivières dont les débits baissent progressivement. PHOTO ANNE LACAUD

L'eau, ce bien précieux qui va devenir trop rare

ENVIRONNEMENT L'agence de l'eau Adour-Garonne a présenté son plan d'adaptation au changement climatique. Sur le bassin de la Charente, la situation est préoccupante

Bertrand Ruiz
b.ruiz@sudouest.fr

Martin Malvy ne veut pas sombrer dans le catastrophisme. Désormais président de l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'ancien ministre et chef de l'exécutif de Midi-Pyrénées ne masque toutefois pas son inquiétude. Les effets du changement climatique sur la ressource en eau promettent d'être désastreux. « Les scientifiques et les experts sont unanimes sur le sujet : d'ici 2050, sur le territoire géré par l'agence, si les pratiques n'évoluent pas, on prédit un déficit de 1,2 milliard de m³ de la ressource en eau, soit l'équivalent de la moitié de notre consommation annuelle. Et encore, ce calcul tient compte d'une augmentation de la température de l'air de 2 degrés, soit l'hypothèse basse du réchauffement climatique », récapitulait, mardi, Martin Malvy, lors d'un forum de l'agence de l'eau Adour-Garonne à Rouillac.

Le bassin-versant de la Charente (qui englobe 85 % de la surface du département) est en première ligne des inquiétudes, particulièrement vulnérable en raison de la nature de ses sols. « Et c'est un des rares bassins de notre territoire à ne pas être approvisionné par une zone montagneuse. »

Aujourd'hui, les responsables de la gestion de la ressource en eau tirent la sonnette d'alarme. Le train de l'assèchement est déjà lancé : en quarante ans, le débit de la Charente a baissé de 30 %. La tendance, qui touche l'ensemble des cours d'eau, va s'accentuer et génère déjà des dommages collatéraux ; dégradation de la qualité des eaux, fragilisation de la biodiversité et des milieux aquatiques, etc.

Anne-Marie Levraut, président du conseil d'administration de l'agence de l'eau et Martin Malvy. PHOTO LOÏC DEQUIER

Urgence

« Il ne faut plus perdre de temps et commencer par ne plus opposer les usagers de l'eau entre eux puisque leurs intérêts sont profondément liés. La situation n'est pas irrémédiable si on se donne les moyens de s'adapter. » L'agence de l'eau Adour-Garonne a donc présenté à Rouillac les grandes lignes de son plan d'adaptation au changement climatique qui disposera d'une déclinaison locale « Charente 2050 ». La majeure partie des d'aides apportés par l'agence aux territoires sur la période 2019-2024 (1,6 milliard d'euros, soit 250 millions d'euros par an) sera ainsi consacrée à des actions liées à cette adaptation (environ 138 millions d'euros). Un effort qu'il conviendra de poursuivre et d'intensifier dans le temps puisque le plan d'adaptation capte à lui seul un investissement constant et régulier de 160 millions d'euros par an.

Consultable sur le site de l'agence, le plan d'adaptation au changement climatique liste un certain nombre de mesures, comme la restauration de la continuité et de la qualité des cours d'eau, et de préventions. comme la nécessité d'éviter à tout prix l'étalement urbain qui fragilise les sols alors que le bassin Adour-Garonne va gagner 1,5 million d'habitants d'ici 2050.

Et puis, il y a les habitudes de consommation, de la part des particuliers, agriculteurs et industriels, à modifier. « Ouvrir le robinet d'eau est devenu complètement naturel, on ne se pose même pas la question. Mais, oui, on ne peut pas écarter l'éventualité de connaître des périodes où l'on ne pourra plus ponctuellement distribuer d'eau courante ».

CHIFFRES

Établissement public de l'État à fonctionnement démocratique avec son comité de bassin qui rassemble 130 membres, l'agence de l'eau Adour-Garonne couvre 20 % du territoire national. Pour l'année 2018, le bassin de la Charente a bénéficié de 43 millions d'euros d'aide en faveur de la restauration de la qualité de l'eau et de la gestion des milieux aquatique : 30 % sur l'eau potable, 24 % sur les pollutions agricoles, 17 % sur l'assainissement, 9 % pour les milieux aquatiques, etc.

La Charente tient à la limitation à 90 km/h

ROUTES François Bonneau veut le rétablissement de l'ancienne limitation

Le président du département de la Charente, François Bonneau, n'a jamais été favorable à l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes départementales. Réagissant aux propos du secrétaire d'État Sébastien Lecornu, qui n'est pas contre un assouplissement de la règle en associant à la décision les présidents des départements de France, François Bonneau proposera à la préfète de Charente Marie Lajus, « dès que cela sera possible, de rétablir la limitation de vitesse à

François Bonneau. PHOTO A.LACAUD

90 km/h sur des axes qui, après analyse de l'accidentologie, ne présentent pas de problème particulier de circulation ».

« Nous demanderons un suivi régulier concernant tous les comportements liés aux addictions génératrices de sur-vitesse et d'accidents graves », précise François Bonneau. Par ailleurs, « le Département poursuivra la suppression des obstacles latéraux qui constituent, dans de nombreux cas, des facteurs aggravants pour les victimes d'accidents de la route ».

Le pont de Châtenay sera tronçonné et rebâti

TRAVAUX À partir de septembre, l'ouvrage va être interdit à la circulation pour huit mois. Il sera démoli et reconstruit en acier corten. Voici les toutes premières images du nouveau pont

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Ils vont devoir prendre leur mal en patience. Les 5 100 véhicules qui franchissent chaque jour le pont de Châtenay, entre Cognac et Boutiers-Saint-Trojan vont se retrouver dépourvus à partir du 2 septembre. À cette date, l'ouvrage sera interdit à la circulation pour une durée de huit mois minimum. C'est le temps qu'il faudra pour refaire totalement le pont.

À la manœuvre, le Conseil départemental. Mardi, la collectivité a organisé une visite du site. « Cela fait bien longtemps que nous n'avions pas eu un chantier de cette envergure, alors on est content de le réaliser », s'est félicité François Bonnaud, le président. Il faut dire que le montant du chèque est très gros : 4,1 millions d'euros, à mettre en relation avec les 17 millions investis chaque année pour les routes…

La section en travaux ne se cantonne pas au pont, elle mesure 700 mètres de long, sur le boulevard de Châtenay. Une partie est d'ores et déjà en cours de réfection. Il s'agit des rampes d'accès, en cours de consolidation. Le cœur du projet reste, évidemment, ce pont. « Nous ne gardons que les piles », dévoile Nicolas Bourdet, responsable des ouvrages d'art au Département. « Le reste sera démonté en 18 petits morceaux de 20 à 25 tonnes. La conception de l'ouvrage fait que ce ne sera pas évident à démolir. Il ne faudra surtout pas faire tomber les tronçons. C'est pourquoi deux grues de 350 tonnes les soulèveront. » Autre défi technique : ne pas laisser échapper dans la nature les eaux de sciage. C'est pourquoi des pontons flottants seront installés sur la Charente, pour récupérer ces pollutions.

> « La conception de l'ouvrage fait que ce ne sera pas évident à démolir »

Le nouveau pont sera en acier corten. Les Cognaçais savent de quoi il s'agit : ce même matériau habille une des façades de l'hôtel Chais Monnet. Et là, pas de quoi craindre une usure précoce : l'acier corten est fait pour durer. Il s'agit d'éviter les désagréments connus avec le béton. Pour mémoire, le pont de Châtenay avait été saboté par la Résistance pendant la guerre.

L'ouvrage sera totalement démoli, à l'exception des piles. À la place du béton, la structure sera réalisée en acier corten. IMAGES DE SYNTHÈSE/CABINET D'ARCHITECTURE AEVREPRODUCTION « SUDOUEST »

Le béton était trop friable

Celui que l'on connaît aujourd'hui date des années 1950. Problème : le béton utilisé était de piètre qualité. En 1990, le Département a décelé des mouvements sur l'ouvrage. Depuis 1999, la sécurité était clairement menacée, obligeant à poser étais et tirants. Le constat était là : le pont était irrécupérable. Le dossier a viré au serpent de mer. Finalement, la Charente a adopté un budget l'an dernier pour la réfection totale, comme le détaille Didier Jobit, vice-président en charge des infrastructures : « Ça a pris du temps car il fallait beaucoup d'autorisations et d'études techniques. Finalement, ce programme global découle d'une véritable volonté politique. »

Le résultat devrait être visible en avril 2020… si tout va bien ! En cas d'inondations, la livraison pourrait être retardée.

Grève à Verallia sur fond d'entrée en bourse

ÉCONOMIE Un mouvement social appuie des négociations internes depuis un mois. Le contexte va changer avec l'annonce de l'entrée du groupe en bourse

L'annonce est tombée mardi. Troisième producteur mondial d'emballage en verre pour les boissons et les produits alimentaires, Verallia envisage une introduction en bourse en 2019, « sous réserve des conditions du marché ». « Cette opération permettrait à notre groupe d'accroître sa visibilité auprès de ses clients et partenaires, et lui procurerait la flexibilité nécessaire pour saisir les opportunités de croissance qui se présenteront dans le futur », a déclaré le PDG de Verallia, Michel Giannuzzi, cité dans un communiqué.

Verallia avait déjà envisagé une introduction en bourse il y a sept ans, avant de renoncer. Le groupe a été racheté par un fonds d'investissement, Apollo, en 2015. « Apollo avait acheté Verallia pour 2,7 milliards d'euros, il espère une valorisation à 4 ou 5 milliards d'euros », observe Renaud Audidier, secrétaire de l'Union locale CGT de Cognac.

Croissance de 6,7 %

Pour le syndicat, l'entrée en bourse est « peut-être la moins pire des solutions », parce qu'elle éviterait un démantèlement du groupe, une option redoutée. La CGT reste vigilante. Elle pousse à choisir « des actionnaires responsables, avec la participation de la banque publique d'investissement, pour que l'État garde un regard. »

L'annonce tombe alors que les usines verrières sont ralenties depuis un mois par un mouvement de grève d'une heure par équipe et par jour. « On se bat pour un nouveau droit, l'aménagement des fins de carrière. C'est déjà difficile de défendre les droits que l'on a acquis », note Renaud Audidier. Les négociations portent aussi sur les salaires et la prime d'intéressement. Verallia vient d'annoncer un chiffre d'affaires de 633 millions d'euros, en hausse de 6,7 %. L'introduction en bourse en septembre pourrait accélérer les discussions, selon la CGT.

Philippe Ménard

La production est ralentie. A.L.

LE PIÉTON

Constate que la famille Hognon adore le jardin de l'hôtel de ville de Cognac. Marcel et Anastasia Hognon et leurs enfants Tatiana et Alexis ont posé leur roulotte près du théâtre de verdure jusqu'au 31 mai, comme ils l'avaient fait en 2017, pour travailler sur une création, « Taham », acte 2 du projet « Odyssée bohème, chant III ». La compagnie va en profiter pour enchaîner les animations, séances de contes, répétitions en public et « apéro bohème », en musique. Le premier est proposé demain, à 18 heures (participation au chapeau).

AGENDA

AUJOURD'HUI

Concert. Un hommage sera rendu à Claude Nougaro ce soir, à 20 h 30, au théâtre de l'Avant-scène. Lire notre guide week-end page 20 e.

Exposition. De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, œuvres de La D'Jo sur le thème du cirque, au 1er étage de la librairie Le Texte libre. Tél. 05 45 32 20 52.

« Grand angle sur le château de Bouteville ». De 14 h à 18 h, exposition photographique à l'Espace découverte en pays du cognac. Entrée libre. Tél. 05 45 36 03 65.

Emmaüs. Le dépôt pour les dons sera ouvert de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, au 8, rue Fonck et Védrines.

Secours catholique. De 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13, rue Millardet. Ouvert à tous.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente Vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

UTILE

Rédaction. 9, place François-Ier 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr.
Tél. 05 45 36 62 80.
Fax : 05 45 36 62 89.

Publicité. Tél. 05 45 36 62 85.

Service abonnement.
Tél. 05 57 29 09 33.
Courriel : service.client@sudouest.fr.

Facebook. Abonnez-vous gratuitement à notre fil d'actualité SudOuest.fr Charente

Twitter. L'actualité en temps réel sur le compte Twitter SO_Charente

Le bar panoramique reprend du service

MARTELL L'Indigo, situé sur le toit terrasse de la tour de Gâtebourse, rouvre ce soir. L'été dernier, il a vu défiler 20 000 consommateurs

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Le lieu avait créé un véritable engouement populaire, l'été dernier. L'Indigo rouvre. Le bar panoramique de la maison Martell situé sur le toit terrasse de la tour de Gâtebourse reprend du service dès ce soir. « On espère qu'il y aura la queue comme l'an dernier », sourit Laura Sileo Pavat, directrice de l'hospitalité.

Au-delà d'un simple bar, la maison au martinet vise plus haut : « On souhaite vraiment développer une destination. Il faut créer des raisons pour que les gens viennent à Cognac. Nous redonnons vie à un lieu de patrimoine à travers une expérience. Notre idée était de créer une destination au cœur de la ville. Et transformer un site d'embouteillage en roof top avec vue sur le coucher de soleil, il fallait oser ! »

Olivier Blackstone est le nouveau mixologue cette saison. Il a préparé des cocktails sur mesure. PHOTO LOÏC DEQUIER

Un cocktail au coucher du soleil

L'an dernier, 20 000 personnes ont grimpé au sommet du grand bâtiment de béton, dès le 13 juillet. Alors il est fort probable que le chiffre soit dépassé en 2019, avec une saison ouverte dès le mois de mai. « L'an dernier, on ne s'attendait pas à avoir autant de monde, analyse Laura Sileo Pavat. Il y avait une vraie attente. Et surtout, la palette des clients était vaste : on avait des étrangers ou des gens venant de la côte ! Ça nous a agréablement surpris. »

Seul bémol : un service réputé un peu lent. Le personnel a été changé. Mais ce n'est pas une sanction, assure la représentante de Martell : « Le lieu est réinvesti tous les ans par des talents que l'on va chercher pour réinterpréter nos cocktails. » Aux manettes d'une équipe de huit personnes, Baptiste Perachon. Le responsable d'établissement vient de Paris. Tout comme le mixologue, Oscar Blackstone, qui a notamment travaillé pour Les Bains (anciennement Les Bains douches). « Je cherche à proposer des cocktails avec du twist, ultra-rafraîchissants, en travaillant le fruit », annonce le barman. Les créations ont donc été faites sur mesure, tandis que les 140 références du groupe Pernod-Ricard resteront disponibles. Aux amateurs, on conseillera l'Indigo Sunset. Mais attention, il sera servi uniquement durant le coucher du soleil, pour « sublimer et ritualiser ce moment magique ».

Côté restauration, la mission a été confiée à l'Artyshow. L'établissement sera notamment en charge du brunch du dimanche (avancé à 11 h 30). Parmi les nouveautés figurent aussi les horaires : de 16 h 30 à 00 h 30. De quoi profiter jusqu'au bout de la nuit… mais avec modération !

Les pompiers sortent le grand jeu

ÉVÉNEMENT Le public pourra visiter les cinq casernes du Cognaçais samedi matin. Temps fort à Segonzac

L'occasion est rare de grimper dans un camion de pompiers pour se mettre à la place d'un soldat du feu. Petits et grands pourront s'y essayer samedi dans le cadre d'une grande opération portes ouvertes menée par la compagnie de Cognac.

Depuis 2012, elle fédère les centres de Cognac, Jarnac, Segonzac, Châteauneuf-sur-Charente et Rouillac. Arrivé à la tête de la compagnie le 1er mai 2018, le capitaine David Bardin affiche la volonté de mutualiser les forces. Samedi, les cinq casernes seront donc ouvertes à la visite, de 10 heures à midi. La logistique est appuyée par l'amicale de chaque centre, qui offrira un pot de l'amitié en fin de matinée.

Des manœuvres seront réalisés devant le public. ARCHIVES S.I.

Segonzac en seuil d'alerte

Un événement central se déroulera de 9 h 30 à 16 h 30 au complexe sportif de Segonzac. Pourquoi dans cette commune ? « C'est là que nous avons le plus besoin de recruter », explique le capitaine Bardin. L'effectif est tombé à 21 sapeurs pompiers volontaires, trop peu pour faire tourner la caserne dans de bonnes conditions.

Les autres centres sont mieux pourvus : 30 volontaires à Cognac (en plus des 50 professionnels), 45 à Jarnac, autant à Rouillac, 35 à Châteauneuf. L'école des jeunes sapeurs-pompiers accueille 35 à 40 enfants de 13 à 17 ans par an, avec des formations le mercredi ou le samedi. « Sur les cent volontaires que l'on recrute par an, un tiers est issu des jeunes sapeurs-pompiers, c'est important pour nous. »

Le public pourra assister à des démonstrations de secours routiers, lutte contre l'incendie, intervention en milieu périlleux, se tester sur des parcours sportifs, avec aussi des animations pour les enfants et un stand d'information sur le recrutement, but avoué de la manœuvre. Le rendez-vous est appelé à tourner chaque année sur la zone de la compagnie.

Une ode à la tolérance

CULTURE Les communautés religieuses proposent une pièce de théâtre ce soir à la Salamandre

La pièce a été jouée plus de 1300 fois. PHOTO « SO »

Depuis quelques années, les communautés catholique, protestante et musulmane cognaçaises ont pris l'excellente habitude de se retrouver lors de moments œcuméniques. Une façon de se découvrir, mieux se connaître et, par ricochet, adopter un regard de respect et de tolérance vis-à-vis de l'autre.

Ce dialogue interreligieux « existait déjà un peu avant, mais il a été vraiment activé et dynamisé après les attentats [« Charlie Hebdo » et l'hyper casher, NDLR] », affirment la catholique Évelyne Woodrow, le protestant Christian Lacroix (président de l'association cultuelle) et la musulmane Fatima Dkaki. C'est dans ce cadre qu'est proposé au public de découvrir, ce soir à 20 h 30 à La Salamandre, la pièce « Pierre et Mohamed », mise en scène et en musique par Francesco Agnello et jouée par Raphaël Joly.

Amitié entre deux hommes

Déjà jouée plus de 1 300 fois, elle donne vie à Mgr Pierre Claverie, dominicain et évêque d'Oran, et Mohamed Bouchiki, un jeune algérien qui était son chauffeur. Tous deux ont été assassinés le 1er août 1996, alors qu'ils se rendaient à l'évêché ; quelques mois après l'enlèvement et l'exécution des sept moines du monastère de Tibhirine.

Le spectacle est construit à partir des homélies et des textes de Mgr Pierre Claverie qui, évêque d'Oran à partir de 1981, n'a cessé de porter des messages d'amitié, de respect et de dialogue entre les chrétiens et les musulmans. Ainsi que sur les écrits trouvés dans le carnet intime tenu par Mohamed Boucherie. Elle met surtout en scène le fort lien qui liait ces deux hommes de cultures et de religions différentes. L'illustration que ce dialogue est possible si tous les gars du monde veulent bien se donner la main, comme dirait le poète.

« Le dialogue est une œuvre sans cesse à reprendre : lui seul nous permet de désarmer le fanatisme, en nous et chez l'autre », affirmait Mgr Claverie. Une pensée qui, en ces temps toujours troublés, où les conflits religieux, politiques ou sociaux explosent de toutes parts, reste plus que jamais d'actualité.

Didier Faucard

Ce soir à La Salamandre à 20 h 30. Entrée libre : participation libre.

UN TOUR **EN VILLE**

Un gala de gym d'envergure mondiale

VAUZELLES Le club de la Cognaçaise se prépare à organiser un nouvel événement majeur, du 17 au 19 mai au complexe omnisports des Vauzelles : les finales nationales de gymnastique. « Nous attendons plus de 2 000 gymnastes de toute la France, ainsi que 7 000 visiteurs sur les trois jours », annonce le vice-président, Philippe Geyssely. Un gala « de niveau international » viendra étoffer la programmation.

Un menu pour soigner les élus aux Halles

COMMERCE Alors que s'ouvre une consultation sur l'avenir du marché couvert, l'association La Vie des Halles mijote une opération séduction auprès des élus de Cognac. Les commerçants leur ont concocté « un pique-nique exclusivement avec les produits du marché », avec rillettes et grillons, huîtres, jambon à l'os, gratin dauphinois, fromage, pain, tarte à la fraise et vins. Il sera servi samedi midi. Une façon sympathique de valoriser l'offre.

L'ensemble Symphonia. PHOTO N.J.

L'orchestre Symphonia inspiré par le printemps

CONCERT L'orchestre Symphonia de Pons, dirigé par Raphaël Alberghi, donnera son « concert de printemps » samedi à 20 h 30 en l'église Saint-Antoine de Cognac, avant deux autres escales, dimanche à 17 heures en l'église Notre-Dame-du-Parc à Royan et le samedi 11 mai à 20 h 30 en l'église Saint-Martin de Pons. Après la « Symphonie du Nouveau Monde » de Dvorak, donnée en 2018, c'est la « Symphonie n° 7 » de Ludwig Van Beethoven, qui sera jouée dans son intégralité, ainsi que des œuvres plus intimistes comme l'« Ave Verum » de Mozart et l'« Ave Maria » de Schubert, en versions orchestrales. Tarif plein, 10 €, gratuit moins de 16 ans, réservations au 06 30 16 88 27.

CHÂTEAUBERNARD

Un week-end de fête au Jardin respectueux

Un week-end tout entier (27 et 28 avril) de fête dédié aux poules et à leurs copines venues des alentours, tout ce remue-ménage n'aura pas altéré le chant du maître de la basse-cour. Dimanche soir, personne n'avait d'ailleurs le cœur à partir du Jardin respectueux.

Louis, 7 ans, qui était déjà venu l'an passé avec ses parents, décore son œuf de plumes, nous sommes dans l'atelier animé par Nathalie Hardy. Le jeune Philémon en profite pour nous vendre les derniers brins d'aillet. Hott's, bénévole fidèle, a trop chanté samedi soir. Il anime désormais l'atelier nichoirs à petite voix. Arthur Bourdeau et Julien Simiot, les médiateurs animaliers de la ferme d'Yvonne à Échoisy sont encore là avec leurs poules. Ciel, l'une d'elles n'a plus de plume au cou ? Arthur rit aux éclats : c'est une variété, « cou nu ».

Ce week-end on célèbrait les gallinacées et les plantes, la gourmandise et la nature. PHOTOS.B.

Musique et théâtre

Tout leur petit monde a pu se laisser apprivoiser par le public avec de la nourriture adaptée, tandis que moutons et autres animaux, hors thèmes, sont restés à la maison. Quoique… hamster et cochons d'Inde ont eu droit à un traitement de faveur. Pendant ce temps, Waldden, le musicien chanteur, ne lâche pas la scène. Daphné, la maraîchère bio reconvertie en clown est aux premières loges.

Alors ,cette première au théâtre de plein air ? « Il y a eu une centaine de personnes. J'ai juste eu ce qu'il faut de trac avec la petite boule au ventre. C'est un truc qui te remplit. Les gros éclats de rire d'adultes sont très encourageants pour la suite », confie tout sourire l'artiste en pleine éclosion. Un petit creux ? On peut compter sur Aurélie pour confectionner et vendre les dernières bruschettas au pesto et au fromage de chèvre à l'ail des ours du jardin. Elle a eu le renfort de deux cyclistes, Théo et Johan, en périple de Rennes à Bordeaux à la recherche du lieu idéal pour leur activité de maraîchage.

Sandra Balian

JARNAC

Courvoisier invite à partager son histoire

La maison Courvoisier débute sa saison estivale à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 28 septembre. Elle propose une offre touristique large misant sur un accueil personnalisé. Forte de ses 5 000 visiteurs la saison passée, la maison jarnacaise mise sur la continuité pour 2019 en conservant des visites similaires, avec toutefois un petit éclairage historique sur la période 1909-1960 en plus.

La visite classique s'étale sur une heure et comprend la visite du musée et une dégustation, il y a quatre départs par jour (1) et il est conseillé de réserver. Autour de cette visite classique ou bien indépendamment, l'équipe propose ses « expériences », entre 20 et 30 minutes, qui permettent des éclairages particuliers en dehors du schéma classique d'une visite.

La saison touristique débute pour Courvoisier. PHOTO S.C.

Visites et dégustation

Il y a le « Bottle your own » ou la sélection du maître de chai, où les visiteurs sont invités à découvrir l'embouteillage sur une eau-de-vie de petite champagne de 2000, un produit unique que l'on ne retrouve pas sur les marchés, une prochaine eau-de-vie est à l'étude. Il y a également « L'essence de Courvoisier », une expérience autour d'une dégustation d'un cognac de grande qualité avec la visite du chai paradis. Enfin, il y a « L'expérience millésimes », où les visiteurs sont plongés dans l'ambiance des années 1970 et découvrent le programme millésime de la maison et dégustent des eaux-de-vie de 1972 et 1977.

Dernière offre touristique de la maison (possible toute l'année) : la visite premium de 2 h 30 avec un accueil au château, une dégustation au salon, l'expérience « Le Nez », la visite du chai paradis… et la possibilité de s'adapter à la demande avec, par exemple, un brunch au château ou la visite d'une tonnellerie. Dans le cadre de la Fête du fleuve, le 10 mai, Courvoisier propose 10 % de remise sur ses visites et une visite particulière du château (seulement 20 place réservation à l'office de tourisme ou chez Courvoisier). La maison sera également partenaire de la Semaine fédérale cyclotourisme début août.

Séverine Caillé

(1) Départs pour la visite classique du mardi au samedi à 11 h 15 ; 14 h 15 ; 15 h 30 et 16 h 30. Site : www.tourism-cognac.com/degustations/cognac-courvoisier

MAINXE-GONDEVILLE

Premier budget primitif voté à l'unanimité

Le dernier conseil municipal était principalement consacré aux finances communales, en présence de Jean-Yves Daney, comptable du Trésor. Après avoir analysé le bilan des dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement 2018, ainsi qu'une hausse de 5 % de la dotation forfaitaire liée à la création de la commune nouvelle (maintenue jusqu'en 2020-2021), la situation financière est satisfaisante.

À l'unanimité, les élus ont voté le maintien des taux des trois taxes (habitation, foncier bâti, foncier non bâti), avec un taux moyen pondéré qui reste dans la bonne moyenne du territoire. « Étant actuellement légèrement différents sur les deux ex-communes, ils deviendront identiques avec un "lissage" étalé sur cinq ans », selon un barème proposé par le Trésor public.

Maire, adjoints et comptable du Trésor, ont animé les débats. S. M.

Des travaux programmés

La capacité d'autofinancement de la commune est satisfaisante, même sans tenir compte de la dotation de solidarité versée par la Communauté d'agglomération de Grand Cognac, dont l'objectif est l'aide à l'investissement, et l'endettement très mesuré (inférieur à 5 %).

Pour le budget prévisionnel 2019, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 1 207 039 € (dont 4 500 € de subventions aux associations), en équilibre avec les recettes. Les dépenses d'investissement sont estimées à 970 866 € (y compris les restes à réaliser), principalement consacrées aux travaux de voirie (197 500 €) ; travaux d'accessibilité des salles et sanitaires à Gondeville (480 350 €) ; aménagement du bourg à Mainxe (30 000 €) ; achat de matériels (services techniques et administratifs, 42 400 €) ; travaux logements locatifs et écoles (80 500 €) ; giratoire de Montagan et carrefour de Mérienne (45 000 €) ; réparation du temple (45 000 €), en équilibre avec les recettes.

Samuel Méchain

EN BREF

Accord pour étude de prise en charge du service de téléassistance fourni par Présence Verte aux personnes susceptibles d'en bénéficier ; l'isolation des combles de l'école de Mainxe et certains travaux aux logements locatifs seront réalisés en régie ; Élisabeth Dumont est désignée déléguée titulaire à la Communauté d'agglo et Bernard Pissot, délégué suppléant.